

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 25916-4  
portant modification de l'arrêté préfectoral d'exploiter n° 25916-3 du 22 avril 2021  
au bénéfice de la société ECLOR BOISSON (ex-CSR SA) à Domagné**

**Le préfet de la région Bretagne  
préfet d'Ille-et-Vilaine**

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-46 et R. 122-2 ;

**VU** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret du 22 septembre 2023 nommant M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

**VU** le décret du 19 novembre 2025 nommant M. Franck ROBINE, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 janvier 2023 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°25916-3 du 22 avril 2021 autorisant la société CSR SA à exploiter un établissement de fabrication de cidres, jus de fruits et boissons gazeuses pour l'établissement situé au 9, rue Louis Raison 35 113 à Domagné ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 29 mars 2023 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Bretagne ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 24 mai 2024 relatif au 7ème programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2026 portant délégation de signature à M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

**VU** le changement d'exploitant acté le 29 octobre 2021 au profit de la société ECLOR BOISSONS dont le siège social se trouve Bâtiment Énergie A, 3, avenue de Belle Fontaine 35510 à Cesson-Sévigné ;

**VU** le porter à connaissance déposé en juillet 2025 en vue de modifier les activités de l'établissement, notamment par l'extension de son plan d'épandage à 4 parcelles supplémentaires situées sur la commune de Domagné, pour une surface de 16,85 ha supplémentaires ;

**VU** l'avis de la direction des territoires et de la mer du 18 juillet 2025 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 19 mars 2026 ;

**VU** le courrier en date du 2 avril 2026 par lequel l'exploitant a été invité à présenter ses observations sur le projet d'arrêté ;

**VU** le courriel en date du 14 avril 2026 par lequel l'exploitant indique ne pas avoir d'observations sur le projet d'arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que la modification objet du porter à connaissance n'entre pas dans les cas prévus à l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la modification objet du porter à connaissance n'est pas de nature à modifier de façon substantielle les impacts, nuisances et risques présentés par l'établissement ;

**CONSIDÉRANT** en conséquence que la modification n'est pas substantielle au sens de l'article L. 181-14 du code de l'environnement

**CONSIDÉRANT** que les modifications sollicitées nécessitent toutefois de modifier les conditions d'autorisation de l'établissement, notamment en ce qui concerne le périmètre du plan d'épandage et les surfaces autorisées ;

**CONSIDÉRANT** que la réalisation du projet de la société ECLOR BOISSONS, en conformité avec les dispositions du présent arrêté, permet la compatibilité entre les surfaces épandables et les flux d'éléments fertilisants à valoriser, dans le respect des limites réglementaires et des bonnes pratiques agronomiques ;

**CONSIDÉRANT** que la capacité de stockage des effluents permet de réaliser les-dits épandages en périodes favorables ;

**Sur proposition du** secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

## ARRÊTE

### **Article 1 : Objet de l'arrêté**

L'arrêté préfectoral n° 25916-3 susvisé autorisant la société ECLOR BOISSONS, dont le siège social est situé Bâtiment Énergie A, 3 avenue de Belle Fontaine 35510 à Cesson-Sévigné, à exploiter un établissement de fabrication de cidres, jus de fruits et boissons gazeuses (SIRET 808 860 316 00104) au 9 rue Louis Raison sur la commune de Domagné (35 113), est modifié selon les termes du présent arrêté.

Les dispositions antérieures contraires sont abrogées.

### **Article 2 : Modifications de prescriptions**

L'article 10.1.1 « Règles générales » de l'arrêté préfectoral du 22 avril 2021 susvisé est modifié comme suit :

« L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage des déchets ou des effluents sur les parcelles des exploitations agricoles conformément au plan d'épandage joint à la demande d'autorisation modifiée en juillet 2025 sur une surface totale de 593,98 ha, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté et dans les conditions définies par l'étude préalable à l'épandage.

Le périmètre d'épandage regroupe 535,79 ha aptes à l'épandage. »

L'article 10.1.3 « Caractéristiques de l'épandage » de l'arrêté préfectoral du 22 avril 2021 susvisé est modifié comme suit :

« L'épandage est réalisé conformément au plan contenu dans le dossier de demande d'autorisation et modifié en juillet 2025. La surface épandable est de 535,79 ha, répartie sur 8 communes brétiliennes. »

### **Article 3 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes :

1°) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;  
2°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux (adressé au préfet d'Ille-et-Vilaine) ou hiérarchique (adressé au ministre compétent) dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° susvisés dans les conditions fixées par l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site : <https://www.telerecours.fr>.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (art. R. 181-51 du code de l'environnement).

#### **Article 4 : Publicité**

En vue de l'information des tiers :

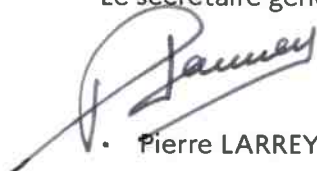
- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Domagné et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 5 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le sous-préfet de Fougères-Vitré, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne et l'inspection des installations de l'environnement, spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de la commune de Domagné et à la société ECLOR BOISSONS.

Fait à Rennes, le **16 AVR. 2026**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général



• Pierre LARREY